

Bulletin des actes administratifs
Université Claude Bernard Lyon 1

Numéro 247 du 29 novembre 2023

Bulletin des actes administratifs

Université Claude Bernard Lyon 1

29 novembre 2023

Arrêté n°077-2023-DSI-043 portant délégation de signature pour les actes relevant des affaires académiques.

Arrêté n°094-2023-ELE-021 portant organisation des élections au Conseil de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation de l'Académie de Lyon (INSPé).

Arrêté n°095-2023-ELE-022 portant organisation des élections pour les renouvellement des représentants usagers au Conseil de l'IUT Lyon 1 et au Conseil de la faculté d'Odontologie.

DIRECTION DES AFFAIRES
JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELLES
Bureau des Affaires Juridiques
Maison de l'Université - Domitien DEBOUZIE
Domaine scientifique de la Doua
7, bd André Latarjet
69622 VILLEURBANNE cedex

***Arrêté n° 077-2023-DSI-043 portant délégation de signature pour les actes
relevant des affaires académiques***

LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE,

*Vu le Code de l'Education notamment ses articles L.712-2 ; L.713-1 ; L.713-4 ; L.713-9 ; L.714-1 ;
L.714-2 ; L.953-2 ;*

Vu les statuts de l'Université Lyon 1 ;

*Vu le procès-verbal du 1er décembre 2020 proclamant le résultat de l'élection de M. Frédéric FLEURY
en qualité de Président de l'Université Claude Bernard Lyon 1 ;*

ARRETE

1) Délégation à titre permanent :

Article 1er: Délégation de signature est donnée à M. Hamda BEN HADID, Président du Conseil Académique, pour signer les actes relevant des domaines suivants :

• **Des affaires financières :**

Actes relatifs à l'exécution du budget, à l'exclusion du droit de réquisition de l'agent comptable et des actes modificatifs du budget initial en cours d'exercice pour lesquels le Président disposant de l'intégralité des pouvoirs attachés aux fonctions qui lui sont confiées, a reçu délégation du CA.

• **De la formation et de la vie universitaire :**

Tous les actes, décisions, arrêtés et procès-verbaux de toute nature relatifs à la formation initiale et continue et à la vie universitaire, notamment ceux liés à l'inscription, à la césure, aux stages et à la délivrance d'un diplôme,

Les décisions relatives à l'exonération de droits d'inscription des étudiants, les décisions de remboursement de droits d'inscription. Est exclue la signature des diplômes.

Les contrats et conventions relevant des compétences de la CFVU dans la limite de la délégation accordée par le conseil d'administration, à l'exclusion des conventions de coopération internationale.

- **Des études doctorales et des habilitations à diriger des recherches (HDR)**

Tous les actes, décisions, arrêtés et procès-verbaux de toute nature relatifs aux études doctorales : notamment ceux liés à l'inscription, renouvellement, prolongation, césure, désignation du jury de thèse, autorisation de soutenance, dérogation à la publicité de la soutenance.

Les contrats et conventions relatives aux doctorants,

Tous les actes, décisions, arrêtés et procès-verbaux de toute nature relatifs aux HDR : notamment ceux liés à l'inscription, autorisation de se présenter devant le jury, désignation des rapporteurs, désignation des jurys. Sont exclus les signatures de diplômés.

- **De la recherche et de sa valorisation :**

Les contrats et conventions liés à la recherche et à sa valorisation, dans la limite de la délégation accordée par le conseil d'administration.

Les formulaires de réponse, lettres d'engagement dans le cadre des appels à projets recherche nationaux et internationaux

Les actes liés à la valorisation de la recherche et aux transferts de technologie en lien avec la SATT Pulsalys

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hamda BEN HADID, délégation est donnée à M. Christophe VITON, Vice-Président de la Commission Formation et Vie Universitaire (VP CFVU), aux fins de signer les actes relevant du domaine suivant :

- Les actes relatifs à la gestion de la CFVU : gestion, convocation, ordre du jour, compte-rendu et relevés de décisions relatifs au fonctionnement de la CFVU
- Formation et de la vie universitaire dans les conditions visées à l'article 1, à l'exclusion des contrats et conventions relevant des compétences de la CFVU
- Les décisions d'aide sociale (notamment FSDIE...).

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hamda BEN HADID, délégation est donnée à M. Philippe CASSAGNAU, Vice-Président de la Commission Recherche (VP CR), aux fins de signer les actes relevant du domaine suivant :

- Les actes relatifs à la gestion de la CR : gestion, convocation, ordre du jour, compte-rendu et relevés de décisions de la CR
- Etudes doctorales et habilitations à diriger des recherches (HDR) dans les conditions visées à l'article 1.

II) Délégation à M. Hamda BEN HADID en cas d'absence ou d'empêchement du Président

Article 4 : Sans préjudices des dispositions de l'article 1^{er}, en cas d'absence ou d'empêchement du Président, délégation est donnée à **M. Hamda BEN HADID**, Président du Conseil Académique, pour signer :

- Tous actes, décisions, arrêtés et procès-verbaux nécessaires à la gestion administrative de l'établissement à l'exclusion des actes relatifs à l'organisation des élections au sein de l'Université et à l'exclusion des mémoires, conclusions, dires devant les juridictions administratives et civiles et des décisions relatives à l'engagement en justice de l'établissement.
- Tous les actes se rapportant à la gestion des ressources humaines de l'université
- Les contrats et conventions de coopération internationale

Article 5 : L'arrêté n° DS 2021-46 est abrogé. Les dispositions de la présente décision prendront fin, sauf modifications, au plus tard à la fin du mandat du Président ou en cas de changement de fonction du délégataire.

Article 6 : Le Directeur Général des Services de l'Université est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par tout moyen susceptible d'en assurer la plus large diffusion et notamment au bulletin des actes administratifs de l'Université. Cet arrêté sera transmis à M. le Recteur, chancelier des universités.

Villeurbanne, le 24 novembre 2023

Le Président



Frédéric FLEURY

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Arrêté n°094-2023-ELE-021 portant organisation des élections au Conseil de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation de l'Académie de Lyon (INSPé)

Le Président de l'Université Claude Bernard Lyon 1

SCRUTIN DU 25 AU 26 JANVIER 2024

Vu le code de l'éducation, et notamment ses articles L.712-3, L.719-1, L.719-2 et D.719-1 à D.719-40, D.721-1 à D.721-11 ;

Vu les statuts de l'Université Claude Bernard Lyon 1 ;

Vu les statuts de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'éducation (INSPé) ;

Vu les articles 2 à 17 du décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat, à l'exception du III de l'article 2 du 7° de l'article 5 et de l'article 15 ;

Vu le décret n° 2020-1205 du 30 septembre 2020 relatif à l'élection ou la désignation des membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu la décision-cadre du 21 janvier 2021 fixant les modalités d'organisation du vote électronique pour les élections des conseils centraux, des conseils de composantes et conseils de services communs ;

Vu l'avis du comité électoral consultatif ;

Arrête

Article 1 : Date des scrutins

Les élections des représentants des personnels et des représentants étudiants du Conseil de l'INSPé se dérouleront :

Du jeudi 25 janvier 2024 à 8h00 au vendredi 26 janvier 2024 à 14h00 heures locales par un vote électronique.

Les opérations électorales se dérouleront selon le calendrier figurant en **annexe 1** du présent arrêté.

Article 2 : sièges à pourvoir et durée des mandats

Sont à pourvoir les sièges suivants :

Collèges	Sièges
A	2
B	2
C	2
D	2
E	2
Usagers	4 titulaires et 4 suppléants

Les représentants des personnels sont élus pour une durée de 5 ans.

Les représentants des usagers sont élus pour une durée de 2 ans.

Article 3 : Modalités d'organisation du scrutin

Les élections s'effectuent au scrutin de liste à la représentation proportionnelle, avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste sans panachage. Chaque électeur vote pour une liste de candidats.

L'élection est organisée sous la forme exclusive d'un vote électronique qui respecte les principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, notamment la sincérité des opérations électorales, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin et le contrôle a posteriori par le juge de l'élection.

Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Article 4 : Modalités de fonctionnement du système de vote électronique

Le système de vote électronique mis en œuvre par le prestataire de vote respectera les modalités de fonctionnement suivantes :

- Le site de vote à l'attention des électeurs sera accessible 24h/24 entre la date et l'heure d'ouverture et la date et heure de clôture du vote au moyen de tout terminal usuel connecté à internet (ordinateur, tablette, smartphone) sans aucun téléchargement d'une application quelconque ;
- Chaque électeur disposera d'un identifiant et d'un mot de passe personnels, Son identifiant, son mot de passe et une donnée supplémentaire lui permettront de se connecter au site de vote et d'exprimer son ou ses votes ;
- Chaque électeur recevra au moins quinze jours avant le premier jour du scrutin une notice d'information détaillée sur les opérations électorales ;
- Via le site de vote, les électeurs accéderont aux informations relatives aux scrutins : listes de candidats, professions de foi et composition des bureaux de vote ;
- Pour voter, l'électeur accèdera, pour chacun des scrutins le concernant, aux candidatures lesquelles apparaîtront simultanément à l'écran selon un ordre aléatoire à chaque connexion à la plateforme de vote. Le vote blanc sera possible. L'électeur sera invité à exprimer son intention de vote. Celle-ci apparaîtra clairement à l'écran avant validation. La validation rendra définitif le vote et interdira toute modification ou suppression de suffrage exprimé ;
- Le suffrage exprimé est anonyme et chiffré par le système. Il est stocké dans l'urne électronique jusqu'au dépouillement sans avoir été déchiffré à aucun moment.
- L'émargement fait l'objet d'un horodatage. La transmission du vote et l'émargement font l'objet d'un accusé de réception que l'électeur a la possibilité de conserver.
- Un centre d'appels téléphonique, accessible par un numéro vert, chargé de répondre aux questions des électeurs pendant toute la période de vote sera mis en place ;
- Une procédure de réassort, à l'attention des électeurs ayant perdu ou n'ayant pas reçu leurs identifiants et/ou mots de passe, sera mise en place.

Article 5 : Modalités d'accès au vote pour les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique

Dans l'hypothèse où un électeur ne disposerait pas d'un poste informatique, il sera mis à sa disposition un ou plusieurs postes informatiques dédiés en libre-service dans des conditions assurant la confidentialité du vote. La durée de mise à disposition est de la durée du scrutin.

L'accessibilité au matériel sera celle des périodes d'ouverture du service responsable de la surveillance du poste informatique concerné.

L'électeur pourra se faire assister pour voter par un électeur de son choix.

La localisation et les horaires d'accès de ces postes dédiés seront précisées par arrêté ultérieur.

Article 6 : Le bureau de vote

Le bureau de vote sera composé d'un président, d'un secrétaire et d'un délégué de liste désigné par chacune des listes candidates.

Le rôle du bureau de vote est de :

- Procéder aux opérations de scellement et de dépouillement.
- Se prononcer sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations électorales.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire.

Les membres du bureau de vote bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique utilisé (lors de la réunion du scellement des urnes).

La composition, et le cas échéant l'implantation des bureaux de vote, sera précisée par arrêté ultérieur.

Article 7 : Clés de chiffrement

Le scellement est effectué par la combinaison d'au moins 2 clés de chiffrement, dont celle du président du bureau de vote ou de son représentant et celle d'au moins un délégué de site.

Chaque clé est attribuée selon une procédure garantissant aux attributaires qui ont, seuls, connaissance du mot de passe associé à la clé qui leur est personnellement attribuée.

La répartition des clés de chiffrement se fait dans le respect des conditions suivantes :

- Au moins 3 clés de chiffrement sont éditées et attribuées à des membres du bureau de vote électronique.
- Au moins 2/3 des clés de chiffrement sont éditées et attribuées aux délégués de liste.

Au moins une clé est attribuée au président du bureau de vote et son représentant.

Une séance de répartition des clés de chiffrement de scellement des urnes aura lieu **le mercredi 24 janvier 2024 à 15h00**.

Article 8 : Listes électorales et conditions d'exercice du droit de suffrage

Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure pas sur les listes électorales.

Les listes électorales sont établies par collège, en fonction des dispositions règlementaires. La composition des collèges électoraux est présentée dans l'annexe **annexe 2** du présent arrêté.

Les listes électorales sont arrêtées par le Président. Elles seront affichées **au plus tard le vendredi 22 décembre 2022** dans toutes les implantations concernées par les élections : les différents sites de l'INSPé de Lyon, les Universités Lyon 2, Lyon 3 et de Saint-Etienne. Elles peuvent être consultées :

- Sur l'espace intranet ;
- Auprès de la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles de l'université (Site de la Doua-bâtiment MUDD- 1^{er} étage).

Les conditions d'exercice du droit de suffrage sont fixées à l'article D. 719-4 du code de l'éducation et rappelées en annexe 3 du présent arrêté.

Il convient de distinguer les électeurs inscrits d'office sur les listes électorales des électeurs dont l'inscription est soumise à une demande de leur part.

La personne remplissant les conditions pour être inscrite d'office qui constaterait que son nom ne figure pas sur les listes électorales peut demander à faire procéder à son inscription jusqu'au jour de la réunion de scellement des urnes, soit **jusqu'au mercredi 24 janvier 2024** selon les modalités définies en **annexe 4** du présent arrêté.

Les personnes dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande de leur part devront en avoir fait la demande au plus tard cinq jours francs avant la réunion de scellement des urnes, soit **le jeudi 18 janvier 2024 au plus tard**, dans les conditions prévues à l'**annexe 4** du présent arrêté.

Les demandes d'inscription sur les listes électorales se font par le biais d'un formulaire disponible sur le site de l'INSPé.

Article 9 : Conditions d'éligibilité et candidatures

Sont éligibles tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales. Le Président de l'Université vérifie l'éligibilité des candidats. S'il constate l'inéligibilité d'un candidat, il réunit le comité électoral consultatif pour avis. Le cas échéant, le délégué de la liste en sera informé et il sera demandé qu'un autre candidat de même sexe soit substitué au candidat inéligible dans un délai maximum d'un jour franc à compter de cette demande. A l'expiration de ce délai, les listes qui ne satisfont pas aux conditions mentionnées à l'article D. 719-22 du code de l'éducation seront rejetées par une décision motivée.

Le dépôt des candidatures, dont les modalités sont présentées en **annexe 5** du présent arrêté, est obligatoire.

Les dossiers sont à déposer auprès de la direction des affaires juridiques et institutionnelles **jusqu'au 15 janvier 2024 à 12h00, délai de rigueur**.

Les listes des candidats seront portées à la connaissance des électeurs au plus tard, à l'expiration du délai de rectification, soit **le vendredi 19 janvier 2024**.

Article 10 : Parité

Le Conseil de l'INSPé est composé d'autant de femmes et d'hommes. Lorsque la répartition des sièges entre les listes n'aboutit pas à l'élection d'un nombre égal de candidats de chaque sexe, il est procédé comme suit pour rétablir la parité :

- 1) Le dernier siège revenant à un candidat du sexe majoritairement représenté est attribué au candidat suivant de liste qui est déclaré élu ; cette opération est répétée si nécessaire, avec le siège précédemment attribué à un candidat du même sexe, jusqu'à ce que la parité soit atteinte ;
- 2) Si un siège devant être attribué au suivant de liste en application du 1) revient simultanément à plusieurs listes ayant obtenu le même nombre de suffrages, il est procédé à un tirage au sort pour déterminer celle des listes dont le dernier élu est remplacé par le suivant de liste.

Article 11 : Propagande électorale

L'université assure une stricte égalité entre les listes de candidats.

La propagande est autorisée à compter de la publication du présent arrêté, y compris le jour du scrutin. Cependant, elle est interdite pendant toute la durée du scrutin dans les lieux où sont installés les postes informatiques dédiés.

Avant la date de publication des candidatures recevables, les candidats potentiels et les listes de candidats potentiels assurent la diffusion de leur propagande électorale par leurs propres moyens.

La propagande électorale ne doit pas occasionner de trouble ou d'interruption de service.

L'affichage s'exerce dans le respect des dispositions du règlement intérieur de l'université. L'affichage relatif aux élections est autorisé sur les panneaux spécifiques. Tout affichage sauvage est interdit.

Article 12 : Dépouillement

Aucun résultat partiel ne sera accessible pendant le déroulement du scrutin.

A la clôture du scrutin, le contenu de l'urne, les listes d'émargement et les états courants gérés par les serveurs sont figés, horodatés et scellés automatiquement sur l'ensemble des serveurs, dans des conditions garantissant la conservation des données.

La présence du président du bureau de vote centralisateur (ou le secrétaire) et d'au moins deux délégués de liste parmi les détenteurs de clés est indispensable pour autoriser le dépouillement.

Les opérations de dépouillement sont publiques et se dérouleront **le vendredi 26 janvier 2024 à 14h30**. Le lien de connexion sera diffusé **au moins 5 jours avant la réunion de dépouillement**.

Le dépouillement sera actionné par les clés de déchiffrement, remises aux membres du bureau désignés conformément à l'article 6 du présent arrêté.

Le décompte des voix obtenues par chaque liste apparaît lisiblement à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée afin d'être porté au procès-verbal.

Le bureau de vote contrôle que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

Il est rappelé que tout électeur peut demander au bureau de vote ou à un délégué de liste l'inscription au procès-verbal de toute observation, protestation ou contestation.

Le système de vote électronique est scellé après la décision de clôture du dépouillement prise par le président du bureau de vote.

Le scellement interdit toute reprise ou modification des résultats.

Le procès-verbal de dépouillement est transmis par le Président du bureau de vote au Président de l'Université qui proclamera les résultats.

Article 13 : Proclamation des résultats

Les résultats sont proclamés par le Président de l'Université **au plus tard le lundi 29 janvier 2024.**

Article 14 : Modalités de recours contre les élections

Le médiateur académique peut être saisi des réclamations concernant les opérations électorales.

La commission de contrôle des opérations électorales assure les missions qui lui sont confiées par l'article D.719-39 du Code de l'éducation.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats. Elle doit statuer dans un délai de quinze jours.

Tout électeur peut invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif compétent.

Ce recours n'est valable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales.

Les recours sont portés auprès du Président de la commission de contrôle des opérations électorales à l'adresse suivante, sous couvert du Président de l'Université :

Université Claude Bernard, Lyon 1

Président de la Commission de contrôle des opérations électorales sous couvert du Président de l'Université

DAJI – Maison de l'Université Domitien DEBOUZIE

43, bd du 11 novembre 1918

69622 VILLEURBANNE cedex

Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle des opérations électorales.

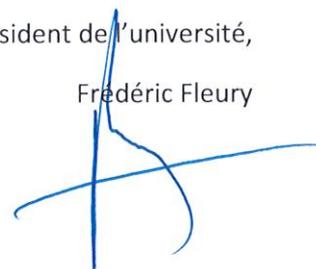
Article 15 : Exécution du présent arrêté

Le Directeur Général des Services de l'Université Claude Bernard Lyon 1 est chargé de l'exécution du présent arrêté qui tient lieu de convocation du collège électoral et sera porté à la connaissance des électeurs par voie d'affichage et sur les espaces intranet des composantes concernées.

Fait à Villeurbanne, le 27 novembre 2023

Le Président de l'université,

Frédéric Fleury



Annexe n°1 – Calendrier électoral

Opération électorale	Délais règlementaires	Echéance
Affichage des listes électorales	20 jours au moins avant la date de scrutin	Au plus tard le vendredi 22 décembre 2023
Envoi aux électeurs d'une notice d'information détaillée sur le déroulement des opérations électorales + moyen d'authentification lui permettant de participer au scrutin	Au moins 15 jours avant le premier jour du scrutin	Au plus tard mardi 9 janvier 2024
Date limite de dépôt des candidatures	Dans un délai compris entre 15 jours francs maximum et 5 jours francs minimums avant la date du scrutin (si le chef d'établissement ne prévoit pas la transmission dématérialisée des candidatures et profession de foi)	Au plus tard le 15 janvier 2024 à 12h00
Saisine du CEC si inéligibilité d'un candidat	Réunion CEC dans le délai prévu dans la décision d'organisation des élections (art D719-24 du code de l'éducation).	Mardi 16 janvier (si nécessaire)
Date limite de rectification pour inéligibilité	1 jour franc à compter de la notification au délégué de liste	
Affichage arrêté des candidatures	Immédiatement affichées à l'expiration du délai de rectification	Au plus tard le vendredi 19 janvier
Date limite de demande d'inscription pour les électeurs soumis à demande		Au plus tard le jeudi 18 janvier
Date limite de demande d'inscription pour les électeurs de droit		Jusqu'au scellement des urnes
Réunion de répartition des clefs de chiffrage et de scellement des urnes		Mercredi 24 janvier 2024
Scrutin		Du jeudi 25 janvier au vendredi 26 janvier 2024
Proclamation et affichage des résultats	Dans les 3 jours suivant la fin des opérations électorales	Au plus tard le lundi 29 janvier 2024

Annexe 2 - Composition des collèges électoraux

Collèges	Composition
A	Les professeurs d'universités et personnels assimilés qui participent aux activités de l'Institut mentionnées à l'article L. 721-2 du code de l'éducation pour une durée équivalente à au moins quarante-huit heures de leurs obligations de service annuelles d'enseignement.
B	Les maîtres de conférences, les chargés d'enseignement définis à l'article L. 952-1 du code de l'éducation, les chargés de recherche affectés à une unité de recherche de l'établissement, les personnels scientifiques des bibliothèques, les agents contractuels recrutés pour assurés des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche, en application à l'article L. 954-3 du code de l'éducation pour exercer des fonctions équivalent de Maître de conférences.
C	Les autres enseignants et formateurs relevant d'un établissement d'enseignement supérieur qui participent aux activités de l'INSPé pour une durée équivalente à au moins quarante-huit heures de leurs obligations de service annuel.
D	Les personnels relevant du ministère chargé de l'éducation nationale et exerçant leurs fonctions dans les écoles, établissements ou services relevant de ce ministère.
E	Les personnels BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs administratifs, techniques et de service spécialité) participant aux activités de l'INSPé.
Usagers	Les étudiants de l'Institut régulièrement inscrits en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours pour l'année universitaire 2023-2024 en cours et les personnes bénéficiant de la formation continue, régulièrement inscrites pour l'année 2023-2024 en vue de la préparation d'un diplôme au sein de l'Institut (*).

(*) Conformément à l'arrêté d'accréditation du 30 août 2021 modifié par arrêté du 24 août 2022, l'Inspé de Lyon est accréditée pour la délivrance du diplôme national de master, jusqu'au terme du contrat pluriannuel, dans les mentions suivantes :

- métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation, premier degré;
- métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation, second degré;
- métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation, encadrement éducatif ;
- métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation, pratiques et ingénierie de la formation.

L'Inspé de Lyon délivre également des diplômes/formations propres :

- Préparation au concours professeur des écoles (PE) – AEU
- Diplôme Universitaire - Développer Une Culture Métier Autour du Jeune Enfant
- Diplôme Universitaire - Education aux Médias et à l'Information
- Diplôme Universitaire - Neuropsychologie, Education et Pédagogie

Annexe n°3 – Conditions d'exercice du droit de suffrage

Sont électeurs et inscrits d'office sur les listes électorales :

- Les enseignants-chercheurs et personnels assimilés qui participent aux activités de l'Institut mentionnées à l'article L. 712-2 du code de l'éducation pour une durée équivalente à au moins quarante-huit heures de leurs obligations de services annuelles de travaux dirigés.
- Les autres enseignants et formateurs qui participent aux activités de l'Institut mentionnées à l'article L. 721-2 du code de l'éducation pour une durée équivalente à au moins quarante-huit heures de leurs obligations de service annuelles d'enseignement
- Les autres personnels qui participent aux activités de l'Institut mentionnées à l'article L. 721-2 du code de l'éducation pour au moins un quart de leurs obligations de leur service de référence.

Sont électeurs dans le collège des usagers :

- Les personnes régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours, ayant la qualité d'étudiants,
- Les personnes bénéficiant de la formation continue régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours.

Sont électeurs soumis à demande d'inscription, les auditeurs, sous réserve :

- Qu'ils soient régulièrement inscrits,
- Qu'ils suivent les mêmes formations que les étudiants ;
- Qu'ils en fassent la demande au plus tard le 18 janvier 2024 conformément à la procédure prévue en annexe 4.

Annexe n°4 - Procédure d'inscription sur les listes électorales

L'inscription sur les listes électorales ne sera effectuée qu'après vérification de la qualité d'électeur.

Les personnes qui remplissent les conditions pour être inscrits d'office sur les listes électorales, peuvent présenter des demandes de modification jusqu'au jour de la réunion du scellement des urnes à 12h00 (mercredi 24 janvier 2024 au plus tard).

Les personnes dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande doivent effectuer leur demande d'inscription cinq jours francs avant la date de scellement des urnes, soit le **jeudi 18 janvier 2024 au plus tard**. Dans ce cas, les formulaires de demande d'inscription ou de rectification doivent être préalablement visés par le Directeur de composante de rattachement du demandeur.

Les formulaires de demande d'inscription, disponibles en ligne, doivent être adressés dûment complétés par voie électronique à l'adresse suivante : daji.elections@univ-lyon1.fr

L'inscription sur les listes sera confirmée par retour de mail.

Annexe n°5 – Procédure de dépôt des candidatures

Le dépôt des candidatures est obligatoire.

Seuls peuvent être candidats, les électeurs inscrits sur la liste électorale du collège considéré.

Les candidatures sont établies au moyen de formulaires mis en ligne sur l'espace intranet dédié aux élections du portail étudiant de l'université.

Les candidatures doivent parvenir à la direction des affaires juridiques et institutionnelles :

- Soit sous forme de courrier électronique à l'adresse suivante : daji.elections@univ-lyon1.fr
- Soit en les déposant directement auprès de la direction des affaires juridiques et institutionnelles.

Avant le lundi 15 janvier 2024 à 12h00, délai de rigueur.

Il est toutefois recommandé d'envoyer ou de déposer les candidatures au moins deux jours avant la date limite prévue afin de pouvoir régulariser celles-ci en cas d'irrecevabilité (ex : inéligibilité d'un candidat). Il sera accusé réception de chaque candidature, cet accusé de réception ne constitue pas une validation de la candidature, mais atteste qu'elle a été envoyée/déposée en temps utile.

Pour les représentants usagers, les déclarations de listes sont impérativement accompagnées d'une déclaration de candidature individuelle datée et signée par chaque candidat, à laquelle est jointe une photocopie de la carte étudiante 2022-2023, ou à défaut, le certificat de scolarité.

Lorsqu'il s'agit d'un scrutin de liste, chaque liste doit nécessairement comporter le nom d'un délégué qui est également candidat de la liste concernée afin de représenter celle-ci au sein du Comité Electoral Consultatif. Chaque liste doit également être composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

En outre, pour les élections des représentants des étudiants, les listes doivent comprendre **au minimum un nombre de candidats correspondant au nombre de sièges titulaires à pourvoir** et au maximum un nombre de candidats égal au nombre de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Le dépositaire de la candidature se verra remettre un accusé de réception qui ne constitue pas une validation de la candidature, mais qui atteste qu'elle a été déposée en temps utile.

Dans le cas où une personne souhaiterait être candidate alors qu'elle ne figure pas sur la liste électorale, sa déclaration individuelle de candidature devra impérativement être accompagnée d'une demande d'inscription sur la liste des électeurs. A défaut, sa candidature ne pourrait être validée par le Président de l'Université.

Les candidats peuvent transmettre lors du dépôt de leur dossier de candidature, avant le **lundi 15 janvier 2024 à 12h00**, un exemplaire de leur profession de foi au format PDF qui pourra être diffusé par la composante aux électeurs. Ce document ne doit pas dépasser deux pages A4 (21cm x 29,7 cm), en **noir et blanc**, et ne doit comporter aucune photographie (les logos sont acceptés). Il appartient au Président de l'Université de contrôler le contenu des professions de foi qui ne doit méconnaître aucune règle ni aucun principe, notamment lié au service public ou à la bienséance.

Arrêté n°095-2023-ELE-022 portant organisation des élections pour le renouvellement des représentants des usagers au Conseil de l'IUT Lyon 1 et au Conseil de la faculté d'Odontologie

Le président de l'Université Claude Bernard Lyon 1,

SCRUTIN DU 25 AU 26 JANVIER 2024

Vu le code de l'éducation, et notamment ses articles L.712-3, L.719-1, L. 719-2 et D.719-1 à D.719-40 ;

Vu les statuts de l'université Claude Bernard Lyon 1 ;

Vu les statuts de l'IUT Lyon 1 ;

Vu les statuts de la faculté d'Odontologie ;

Vu les articles 2 à 17 du décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat, à l'exception du III de l'article 2 du 7° de l'article 5 et de l'article 15 ;

Vu la décision cadre fixant les modalités d'organisation des élections par vote électronique en date du 21 janvier 2021 ;

Vu l'avis du Comité électoral consultatif.

ARRETE

Article 1 : Date du scrutin

Les élections des représentants des usagers du Conseil de l'IUT Lyon 1 et du Conseil de la faculté d'Odontologie se dérouleront :

Du jeudi 25 janvier 2024 à 8h00 au vendredi 26 janvier 2024 à 14h00 heures locales par un vote électronique.

Les opérations électorales se dérouleront selon le calendrier figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : sièges à pourvoir et durée des mandats

Le nombre de sièges à pourvoir pour les collèges de chaque conseil est fixé par les statuts des composantes conformément au tableau suivant :

Composantes	Nombre de sièges
IUT Lyon 1 Collège usagers	5 titulaires + 5 suppléants
Faculté d'odontologie Collège usagers	4 titulaires + 4 suppléants

Les représentants des usagers sont élus pour une durée de deux ans.

Le mandat des nouveaux élus débutera à la date de la proclamation des résultats.

Article 3 : Modalités d'organisation du scrutin

Les représentants des usagers des conseils des composantes cités à l'article 2 sont élus au scrutin de liste à un tour à la proportionnelle, avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage. Chaque électeur vote pour une liste de candidats.

L'élection est organisée sous forme exclusive d'un vote électronique qui respecte les principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, notamment la sincérité des opérations électorales, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin et le contrôle a posteriori par le juge de l'élection.

Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Article 4 : Modalités de fonctionnement du système de vote électronique

Le système de vote électronique mis en œuvre par le prestataire de vote respectera les modalités de fonctionnement suivantes :

- Le site de vote à l'attention des électeurs sera accessible 24h/24 entre la date et l'heure d'ouverture et la date et heure de clôture du vote au moyen de tout terminal usuel connecté à internet (ordinateur, tablette, smartphone) sans aucun téléchargement d'une application quelconque ;
- Chaque électeur disposera d'un identifiant et d'un mot de passe personnels. Son identifiant, son mot de passe et une donnée supplémentaire lui permettront de se connecter au site de vote et d'exprimer son ou ses votes ;
- Chaque électeur recevra au moins quinze jours avant le premier jour du scrutin une notice d'information détaillée sur les opérations électorales ;
- Via le site de vote, les électeurs accéderont aux informations relatives aux scrutins : listes de candidats, professions de foi et composition des bureaux de vote ;
- Pour voter, l'électeur accèdera, pour chacun des scrutins le concernant, aux candidatures lesquelles apparaîtront simultanément à l'écran selon un ordre aléatoire à chaque connexion à la plateforme de vote. Le vote blanc sera possible. L'électeur sera invité à exprimer son intention de vote. Celle-ci apparaîtra clairement à l'écran avant validation. La validation rendra définitif le vote et interdira toute modification ou suppression de suffrage exprimé ;
- Le suffrage exprimé est anonyme et chiffré par le système. Il est stocké dans l'urne électronique jusqu'au dépouillement sans avoir été déchiffré à aucun moment.
- L'émargement fait l'objet d'un horodatage. La transmission du vote et l'émargement font l'objet d'un accusé de réception que l'électeur a la possibilité de conserver.
- Un centre d'appels téléphonique, accessible par un numéro vert, chargé de répondre aux questions des électeurs pendant toute la période de vote sera mis en place ;

- Une procédure de réassort, à l'attention des électeurs ayant perdu ou n'ayant pas reçu leurs identifiants et/ou mots de passe, sera mise en place.

Article 5 : Modalités d'accès au vote pour les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique

Dans l'hypothèse où un électeur ne disposerait pas d'un poste informatique, il sera mis à sa disposition un ou plusieurs postes informatiques dédiés en libre-service dans des conditions assurant la confidentialité du vote. La durée de mise à disposition est de la durée du scrutin.

L'accessibilité au matériel sera celle des périodes d'ouverture du service responsable de la surveillance du poste informatique concerné.

L'électeur pourra se faire assister pour voter par un électeur de son choix.

La localisation et les horaires d'accès à ces postes dédiés seront portés à la connaissance des électeurs dans un arrêté ultérieur.

Article 6 : Le bureau de vote

Il est créé un bureau de vote.

Le bureau de vote est composé d'un président, d'un secrétaire ainsi que d'un délégué de liste désigné par chacune des listes candidates.

Le rôle du bureau de vote centralisateur est de :

- Procéder aux opérations de scellement et de dépouillement ;
- Se prononcer sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations électorales.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire.

Les membres du bureau de vote bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique utilisé.

La composition des bureaux de vote sera précisée par un arrêté ultérieur.

Article 7 : Clés de chiffrement

Le scellement est effectué par la combinaison d'au moins 2 clés de chiffrement, dont celle du président du bureau de vote ou de son représentant et celle d'au moins un délégué de site.

Chaque clé est attribuée selon une procédure garantissant aux attributaires qu'ils ont, seuls, connaissance du mot de passe associé à la clé qui leur est personnellement attribuée.

La répartition des clés de chiffrement se fait dans le respect des conditions suivantes :

- Au moins 3 clés de chiffrement sont éditées et attribuées à des membres du bureau de vote électronique.
- Au moins 2/3 des clés de chiffrement sont éditées et attribuées aux délégués de liste.

Au moins une clé est attribuée au président du bureau de vote et son représentant.

Une séance de répartition des clefs de chiffrement de scellement des urnes aura lieu **le mercredi 24 janvier 2024 à 15h00.**

Article 8 : Listes électorales et conditions d'exercice du droit de suffrage

Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure pas sur les listes électorales.

Les listes électorales sont établies en fonction des dispositions règlementaires. Le corps électoral du collège des usagers de l'IUT Lyon 1 et de la faculté d'Odontologie est composé des étudiants régulièrement inscrits dans la composante, des personnes bénéficiant de la formation continue, des auditeurs, des personnes préparant des diplômes de l'enseignement supérieur par la voie de l'apprentissage, des doctorants.

Les listes électorales sont arrêtées par le Président. Elles seront affichées **au plus tard le vendredi 22 décembre 2022** dans toutes les implantations concernées par les élections : le site de l'IUT et de la faculté d'odontologie. Elles peuvent être consultées :

- Sur l'espace intranet ;
- Auprès de la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles de l'université (Site de la Doua-bâtiment MUDD- 1^{er} étage).

Les conditions d'exercice du droit de suffrage sont fixées à l'article D. 719-14 du code de l'éducation et rappelées en **annexe 2** du présent arrêté.

Il convient de distinguer les électeurs inscrits d'office sur les listes électorales des électeurs dont l'inscription est soumise à une demande de leur part.

Tout usager remplissant les conditions pour être inscrit d'office qui constaterait que son nom ne figure pas sur les listes électorales peut demander à faire procéder à son inscription jusqu'au jour de la réunion de scellement des urnes, soit jusqu'au **mercredi 24 janvier 2024**, selon les modalités définies à l'**annexe 3** du présent arrêté.

Les personnes dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande de leur part devront en avoir fait la demande au plus tard cinq jours francs avant la réunion de scellement des urnes, soit le **jeudi 18 janvier 2024 au plus tard**, dans les conditions prévues à l'**annexe 3** du présent arrêté.

Article 9 : Conditions d'éligibilité et candidatures

Sont éligibles tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales. Le Président de l'Université vérifie l'éligibilité des candidats. S'il constate l'inéligibilité d'un candidat, il réunit le comité électoral consultatif pour avis. Le cas échéant, le délégué de la liste en sera informé et il sera demandé qu'un autre candidat de même sexe soit substitué au candidat inéligible dans un délai maximum d'un jour franc à compter de cette demande. A l'expiration de ce délai, les listes qui ne satisfont pas aux conditions mentionnées à l'article D. 719-22 du code de l'éducation seront rejetées par une décision motivée.

Le dépôt des candidatures, dont les modalités sont présentées en **annexe 4** du présent arrêté, est obligatoire.

Les dossiers sont à déposer auprès de la direction administrative de la composante **jusqu'au 15 janvier 2024 à 12h00, délai de rigueur**.

Les listes des candidats seront portées à la connaissance des électeurs au plus tard, à l'expiration du délai de rectification, soit le **vendredi 19 janvier 2024**.

Article 10 : Propagande électorale

L'université assure une stricte égalité entre les listes de candidats.

La propagande est autorisée à compter de la publication du présent arrêté, y compris le jour du scrutin. Cependant, elle est interdite pendant toute la durée du scrutin dans les lieux où sont installés les postes informatiques dédiés.

Avant la date de publication des candidatures recevables, les candidats potentiels et les listes de candidats potentiels assurent la diffusion de leur propagande électorale par leurs propres moyens.

La propagande électorale ne doit pas occasionner de trouble ou d'interruption de service.

L'affichage s'exerce dans le respect des dispositions du règlement intérieur de l'université. L'affichage relatif aux élections est autorisé sur les panneaux spécifiques. Tout affichage sauvage est interdit.

Article 11 : Dépouillement

Aucun résultat partiel ne sera accessible pendant le déroulement du scrutin.

A la clôture du scrutin, le contenu de l'urne, les listes d'émargement et les états courants gérés par les serveurs sont figés, horodatés et scellés automatiquement sur l'ensemble des serveurs, dans des conditions garantissant la conservation des données.

La présence du président du bureau de vote centralisateur (ou le secrétaire) et d'au moins deux délégués de liste parmi les détenteurs de clés est indispensable pour autoriser le dépouillement.

Les opérations de dépouillement sont publiques et se dérouleront le **vendredi 26 janvier 2024 à 14h30**. Le lien de connexion sera diffusé **au moins 5 jours avant la réunion de dépouillement**.

Le dépouillement sera actionné par les clés de déchiffrement, remises aux membres du bureau désignés conformément à l'article 6 du présent arrêté.

Le décompte des voix obtenues par chaque liste apparaît lisiblement à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée afin d'être porté au procès-verbal.

Le bureau de vote contrôle que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

Il est rappelé que tout électeur peut demander au bureau de vote ou à un délégué de liste l'inscription au procès-verbal de toute observation, protestation ou contestation.

Le système de vote électronique est scellé après la décision de clôture du dépouillement prise par le président du bureau de vote.

Le scellement interdit toute reprise ou modification des résultats.

Le procès-verbal de dépouillement est transmis par le Président du bureau de vote au Président de l'Université qui proclamera les résultats.

Article 12 : Proclamation des résultats

Les résultats sont proclamés par le Président de l'Université **au plus tard le lundi 29 janvier 2024.**

Article 13 : Modalités de recours contre les élections

Le médiateur académique peut être saisi des réclamations concernant les opérations électorales.

La commission de contrôle des opérations électorales assure les missions qui lui sont confiées par l'article D.719-39 du Code de l'éducation.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats. Elle doit statuer dans un délai de quinze jours.

Tout électeur peut invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif compétent.

Ce recours n'est valable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales.

Les recours sont portés auprès du Président de la commission de contrôle des opérations électorales à l'adresse suivante, sous couvert du Président de l'Université :

Université Claude Bernard, Lyon 1

Président de la Commission de contrôle des opérations électorales sous couvert du Président de l'Université

DAJI – Maison de l'Université Domitien DEBOUZIE

43, bd du 11 novembre 1918

69622 VILLEURBANNE cedex

Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle des opérations électorales.

Article 14 : Exécution du présent arrêté

Le Directeur Général des Services de l'Université Claude Bernard Lyon 1 est chargé de l'exécution du présent arrêté qui tient lieu de convocation du collège électoral et sera porté à la connaissance des électeurs par voie d'affichage et sur les espaces intranet des composantes concernées.

Fait à Villeurbanne, le 27 novembre 2023

Le Président de l'université,
Frédéric Fleury



Annexe n°1 : Calendrier électoral

Opération électorale	Délais réglementaires	Echéance
Affichage des listes électorales	20 jours au moins avant la date de scrutin	Au plus tard le vendredi 22 décembre 2023
Envoi aux électeurs d'une notice d'information détaillée sur le déroulement des opérations électorales + moyen d'authentification lui permettant de participer au scrutin	Au moins 15 jours avant le premier jour du scrutin	Au plus tard mardi 9 janvier 2024
Date limite de dépôt des candidatures	Dans un délai compris entre 15 jours francs maximum et 5 jours francs minimums avant la date du scrutin (si le chef d'établissement ne prévoit pas la transmission dématérialisée des candidatures et profession de foi	Au plus tard le 15 janvier 2024 à 12h00
Saisine du CEC si inéligibilité d'un candidat	Réunion CEC dans le délai prévu dans la décision d'organisation des élections (art D719-24 du code de l'éducation).	Mardi 16 janvier (si nécessaire)
Date limite de rectification pour inéligibilité	2 jour franc à compter de la notification au délégué de liste	
Affichage arrêté des candidatures	Immédiatement affichées à l'expiration du délai de rectification	Au plus tard le vendredi 19 janvier
Date limite de demande d'inscription pour les électeurs soumis à demande		Au plus tard le jeudi 18 janvier
Date limite de demande d'inscription pour les électeurs de droit		Jusqu'au scellement des urnes
Réunion de répartition des clefs de chiffrage et de scellement des urnes		Mercredi 24 janvier 2024
Scrutin		Du jeudi 25 janvier au vendredi 26 janvier 2024
Proclamation et affichage des résultats	Dans les 3 jours suivant la fin des opérations électorales	Au plus tard le lundi 29 janvier 2024

Annexe n° 2 : Conditions d'exercice du droit de suffrage

Sont électeurs et inscrits d'office sur les listes électorales :

1. Les personnes régulièrement inscrites dans la composante ayant la qualité d'étudiants (y compris les doctorants) en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours.
2. Les personnes bénéficiant de la formation continue régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours.

Sont électeurs soumis à demande d'inscription, les auditeurs sous réserve :

1. qu'ils soient régulièrement inscrits,
2. qu'ils suivent les mêmes formations que les étudiants,
3. qu'ils en fassent la demande au plus tard **le 18 janvier 2024** conformément à la procédure décrite en annexe 3.

Annexe n°3 : Procédure d'inscription sur les listes électorales

L'inscription sur les listes électorales ne sera effectuée qu'après vérification de la qualité d'électeur.

Les personnes qui remplissent les conditions pour être inscrits d'office sur les listes électorales, peuvent présenter des demandes de modification jusqu'au jour de la réunion du scellement des urnes à 12h00 (**mercredi 24 janvier 2024 au plus tard**).

Les personnes dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande doivent effectuer leur demande d'inscription cinq jours francs avant la date de scellement des urnes, soit le jeudi 18 janvier 2024 au plus tard. Dans ce cas, les formulaires de demande d'inscription ou de rectification doivent être préalablement visés par le Directeur de composante de rattachement du demandeur.

Les formulaires de demande d'inscription, disponibles en ligne, doivent être adressés dûment complétés par voie électronique à l'adresse suivante : daji.elections@univ-lyon1.fr

L'inscription sur les listes sera confirmée par retour de mail.

Annexe n°4 : Procédure de dépôt des candidatures

Le dépôt des candidatures est obligatoire. Seuls peuvent être candidats, les électeurs inscrits sur la liste électorale du collège considéré.

Les candidatures sont établies au moyen de formulaires mis en ligne sur l'espace intranet dédié aux élections du portail étudiant de l'université.

Les candidatures doivent parvenir à la direction des affaires juridiques et institutionnelles à l'adresse suivante : daji.elections@univ-lyon1.fr avant **le lundi 15 janvier 2024 à 12h00**, délai de rigueur.

Il est toutefois recommandé d'envoyer ou de déposer les candidatures au moins deux jours avant la date limite prévue afin de pouvoir régulariser celles-ci en cas d'irrecevabilité (ex : inéligibilité d'un candidat). Il sera accusé réception de chaque candidature, cet accusé de réception ne constitue pas une validation de la candidature, mais atteste qu'elle a été envoyée/déposée en temps utile.

Pour les représentants usagers, les déclarations de listes sont impérativement accompagnées d'une déclaration de candidature individuelle datée et signée par chaque candidat, à laquelle est jointe une photocopie de la carte étudiante 2022-2023, ou à défaut, le certificat de scolarité.

Lorsqu'il s'agit d'un scrutin de liste, chaque liste doit nécessairement comporter le nom d'un délégué qui est également candidat de la liste concernée afin de représenter celle-ci au sein du Comité Electoral Consultatif. Chaque liste doit également être composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

En outre, pour les élections des représentants des étudiants, les listes doivent comprendre **au minimum un nombre de candidats correspondant au nombre de sièges titulaires à pourvoir** et au maximum un nombre de candidats égal au nombre de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Le dépositaire de la candidature se verra remettre un accusé de réception qui ne constitue pas une validation de la candidature, mais qui atteste qu'elle a été déposée en temps utile.

Dans le cas où une personne souhaiterait être candidate alors qu'elle ne figure pas sur la liste électorale, sa déclaration individuelle de candidature devra impérativement être accompagnée d'une demande d'inscription sur la liste des électeurs. A défaut, sa candidature ne pourrait être validée par le Président de l'Université.

Les candidats peuvent transmettre lors du dépôt de leur dossier de candidature, avant le **lundi 15 janvier 2024 à 12h00**, un exemplaire de leur profession de foi au format PDF qui pourra être diffusé par la composante aux électeurs. Ce document ne doit pas dépasser deux pages A4 (21cm x 29,7 cm), en **noir et blanc**, et ne doit comporter aucune photographie (les logos sont acceptés). Il appartient au Président de l'Université de contrôler le contenu des professions de foi qui ne doit méconnaître aucune règle ni aucun principe, notamment lié au service public ou à la bienséance.